

Un échec annoncé ? Éléments pour une sociologie des politiques d'austérité en Europe (2010-2015)

Frédéric Lebaron

Cinq ans après le début effectif des politiques de consolidation budgétaire au sein de la zone euro, le constat est implacable. Le taux de croissance du PIB de la zone euro a été extrêmement faible depuis 2010. Le taux de chômage a continué d'augmenter jusqu'en 2014 et il est aujourd'hui très élevé. La pauvreté et les inégalités économiques ont augmenté. La confiance dans les institutions et le bien-être subjectif ont diminué.

Pourtant, ces conséquences des politiques de consolidation budgétaire rapide avaient été annoncées dès début 2010, au moment où elles se substituent à la politique de relance qui a fait suite à la conflagration mondiale de 2008-2009. Comment peut-on à ce point se tromper et persévérer dans l'erreur ?

Pour répondre à cette question, il faut se défaire de deux réflexes intellectuels assez courants à propos des politiques d'austérité :

- l'un consiste à n'y voir que l'expression mécanique et uniforme de la logique interne du capitalisme financiarisé, qui néglige les objectifs macroéconomiques et sociaux au profit de purs objectifs financiers (rétablissement du système bancaire et des profits) : si c'était le cas, on aurait du mal à comprendre la divergence entre la zone euro et les Etats-Unis ou même la Grande-Bretagne depuis 2010, dans la mesure où ces deux pays sont à la pointe des dynamiques de financiarisation ;
- l'autre consiste à mettre au contraire en avant la contingence des politiques économiques et à n'y voir que des constructions historiques arbitraires liées à des dynamiques institutionnelles et politiques rapidement changeantes en période de crise : la politique de la zone euro obéit, au contraire, à des forces structurelles très lourdes, dont font partie les structures du capitalisme financiarisé, et se présente sous les dehors d'une très grande stabilité, y compris et d'abord discursive, en dépit du contexte fortement mouvant de la crise.

Pour dépasser ces deux visions opposées sans pour autant nier ce qu'elles recèlent de pertinent, il convient à mon sens d'adopter une approche (« sociologique-économique ») centrée sur la mise en évidence de « mécanismes » ou, mieux, de « logiques » qui opèrent à différents niveaux (de l'individu jusqu'au système ou de l'espace mondial) et qui s'articulent de façon spécifique à chaque moment de l'histoire de cette période (2010-2015).

Cela suppose d'abord de mener une analyse « institutionnaliste », qui tienne compte des particularités juridico-institutionnelles du fonctionnement de la zone euro, en ce centrant sur les « comités », « conseils » et autres structures de décision (« decision-making bodies ») qui

assurent la gouvernance ou le pilotage de la zone (dans le contexte du capitalisme financier contemporain) : conseil européen et Eurogroupe, conseil des gouverneurs de la BCE, Commission, « troïka » (donc aussi le conseil des gouverneurs du FMI), gouvernements nationaux, parlement européen, parlements nationaux, CJUE, etc.

Mais il s'agit aussi de combiner cette analyse institutionnelle à une approche centrée sur les rapports de force internes aux comités, en « descendant » au niveau des acteurs individuels et de leurs dispositions (en ne se contentant pas de biographies d'individus atypiques, à la façon dont procèdent les journalistes, comme on le voit avec les dirigeants de banque centrale ou, aujourd'hui, avec le ministre des finances grec, Yannis Varoufakis).

L'objectif de cette analyse est simultanément de comprendre la formation sociale des politiques publiques, en mettant au centre les croyances et les discours des acteurs, leur stabilité et, à l'opposé, leurs changements, et en donnant toute leur place aux conflits et aux divergences (la plus importante, selon moi, aujourd'hui, opposant ce que l'on appelle parfois le « groupe de Francfort » -autour de la BCE- et certains économistes académiques internationaux néo-keynésiens, de Joseph Stiglitz à Thomas Piketty).

Cette démarche ne serait pas complète si elle ne s'interrogeait pas plus avant sur l'interaction entre les décisions de politique publique (par exemple, l'annonce d'une réduction des dépenses publiques de 50 milliards d'euro avant 2017 en France) et les dynamiques économiques et sociales globales dans les différents pays et à l'échelle de la zone euro. Ce dernier point est crucial, dans la mesure où une politique publique modifie plus ou moins fortement des équilibres économiques et sociaux préalablement constitués dans chaque pays, à l'échelle de la zone euro et au-delà. Dans le cas des politiques d'austérité, le changement est souvent très brutal, même s'il prend des formes variées, selon l'ampleur de l'ajustement budgétaire, sa nature, les secteurs impactés, le type de réactions ou de résistances qu'il suscite, les conséquences politiques qui lui font suite, les inflexions qu'elles engendrent, etc.

Je vais donc présenter brièvement chacun de ces quatre éléments, en renvoyant à des travaux souvent en cours (menés seul ou avec des collègues), où j'essaie de préciser ma perspective théorique, méthodologique et surtout de la documenter empiriquement (ce qui, dans le contexte perpétuellement changeant, prend l'allure d'une course-poursuite sans fin derrière les faits nouveaux, susceptibles de « renseigner » sur le sens de la dynamique en cours).

La première partie revient sur les dynamiques institutionnelles globales en Europe, cristallisée dans le TSCG ; la deuxième analyse plus spécifiquement les logiques du champ de l'Eurocratie à l'œuvre depuis 2010, en insistant plus précisément sur la formation d'un « noyau dur » d'acteurs structurés autour de la BCE, de la Commission et des ministères des finances ; la troisième partie propose un modèle de la formation des croyances et des discours de crise au sein de la zone euro ; enfin, et en guise de conclusion, je reviens sur les interactions entre ces politiques publiques particulières que sont les politiques d'austérité et les dynamiques macrosociales en Europe, en insistant sur leur multidimensionnalité.

1. Les dynamiques institutionnelles globales en Europe¹

La gestion de la crise économique, depuis 2008 et surtout 2010, marque sans conteste une étape importante dans le processus de redéfinition et de distribution du pouvoir entre les instances et les acteurs en charge de l'Union européenne, même si elle prolonge à certains égards des dynamiques anciennes.

Bien que l'ensemble des recherches en cours portant sur les transformations occasionnées par la conjoncture de « crise »² ne soit pas encore entièrement publié, les revues récentes et les congrès internationaux permettent malgré tout d'en dessiner les principales lignes de force.

Sur le plan politique, l'Union européenne sort de la crise davantage fragmentée, la ligne de partage entre les pays membres de la zone euro et les autres n'ayant jamais paru aussi importante. La Banque centrale européenne et son président ont vu s'accroître leur poids politique, y compris sur le plan public en tant qu'incarnations d'une autorité devenue incontournable.

Les mécanismes intergouvernementaux ont paru triompher du fait de la place accrue prise par le Conseil européen et du rôle central de l'Eurogroupe. Néanmoins, la Commission a aussi acquis des compétences de gestion nouvelles et importantes, en devenant l'organe de contrôle des budgets nationaux et de la mise en place automatique des sanctions dans le cadre du Traité sur la Stabilité, la Coopération et la Gouvernance (signé en 2012). De nouveaux organismes ont été créés. D'autres institutions semblent plus fortement reléguées, à l'image de la Cour de Justice et du Parlement qui n'ont certes pas été absents, mais qui ont peiné à prendre des positions propres dans le débat économique³.

Si les nouveaux dispositifs (comme le Fonds européen de stabilité financière, le Mécanisme européen de stabilité, l'Union bancaire, etc.) ont été mis en place dans l'urgence, celle-ci s'institutionnalise désormais dans de nouvelles règles et devrait finalement se solder par une importance accrue du « pouvoir de l'Europe », voire un pas supplémentaire dans l'intégration politique et économique. Il s'agit toutefois d'une intégration à la forme très spécifique, qui ne passe pas par un « bond » spectaculaire de l'intégration budgétaire avec la mise en place d'une « union de transfert », mais par un renforcement des règles constitutionnelles contraignant les Etats-membres.

Bien que ces constats soient utiles sur le plan général, ils tendent toutefois à durcir, et partant, à renforcer *ex post* des frontières institutionnelles dont on peut au contraire penser qu'elles n'ont pas été si prégnantes dans le développement des processus de réponse à la crise. En mettant en avant la question de savoir quelle institution a gagné, et en reconduisant implicitement et sans prise de distance les catégories les plus classiques de l'étude des politiques européennes (méthode intergouvernementaliste vs méthode communautaire et désormais vs méthode européenne), les analyses risquent non seulement de se priver d'observer ce qui s'est joué entre les principaux acteurs en dehors des luttes interinstitutionnelles proprement dites, mais surtout ce qui fut au principe des points de

¹ Les deux premières parties sont issues d'un travail en cours avec Didier Georgakakis, fondé sur une combinaison d'entretiens et de données prosopographiques. Une première version en a été présentée à Lausanne en juin 2014 à l'occasion d'un colloque sur les élites économiques en Europe.

² On utilise le terme ici entre guillemets afin de mettre de côté ce qui relève de la qualification de cette crise (crise financière, crise de la dette, crise de l'euro, crise de la zone euro, etc.), qui a évolué et dont l'évolution des labels participe évidemment aux phénomènes étudiés.

³ A l'exception du rapport du parlement sur les conséquences des programmes d'ajustement en 2013.

basculement des politiques conduites, et ce au point de rendre cette thèse d'un renforcement du « pouvoir de l'Europe » au minimum imprécise.

2. La dynamique du champ de l'Eurocratie

Si l'on revient tant sur ces points de basculement que sur la routinisation relative des modalités de gestion de la crise sur le plan européen, les facteurs déterminants semblent moins tenir dans le jeu des concurrences institutionnelles que dans des alliances entre acteurs et institutions qui se sont renforcées dans le champ de l'Eurocratie, et plus spécifiquement dans le sous-champ de la politique économique, lequel a vu lui-même sa position relative se renforcer.

Elles ont eu pour effet de constituer un noyau dur d'acteurs qui traversent les différentes institutions et dont les fondements de l'autorité doivent bien moins aux peuples ou États-membres, représentés, qu'à d'autres formes de légitimité: en premier lieu, une expertise principalement économique, financière et bancaire et, plus ou moins fortement selon la position dans le champ, une crédibilité économique nationale mesurée à l'aune des *rankings* des agences de notations ou des organisations européennes et internationales.

De ce point de vue, alors que les thèses pointant la domination du « groupe de Francfort » semblent être un symptôme de cette réalité, elles risquent de minimiser l'importance du réseau plus vaste des acteurs engagés non seulement dans des institutions nouvelles, mais aussi dans un sous-champ du pouvoir économique européen dont la structure s'est transformée.

On observe ainsi une montée en puissance du sous-champ de la gouvernance économique au sein du champ de l'Eurocratie, et ce processus doit beaucoup à la coagulation de ressources plus diversifiées qu'on ne le croit habituellement, puisqu'elles sont aussi bien liées à l'expérience au sein des institutions européennes, du système bancaire, à la haute fonction publique « financière » nationale (MINEFI, banque centrale...), ou encore au sein du monde académique très internationalisé de la science économique. Celles-ci se caractérisent donc par une conjonction de capitaux multiples, accumulés dans des trajectoires individuelles, mais aussi par le regroupement de « profils » cohérents et complémentaires dont l'« agglomération » est de nature à produire par elle-même des effets au sein du champ de l'Eurocratie.

Ces ressources traversent les institutions principales du sous-champ que sont la Banque centrale européenne (ou plus précisément le SEBC), la DG « Ecfm » de la Commission, le Fonds Monétaire International (ces trois entités constituant les trois piliers de ce qui a été désigné comme la « Troïka » dans le contexte des programmes impulsés dans les pays sous ajustement), les ministères des finances nationaux et, bien sûr, les gouvernements eux-mêmes, en premier lieu leur pôle « financier ».

L'enjeu de la crédibilité

La crise a renforcé au sein de tous les gouvernements la domination des ministères et des ministres des finances, déjà notable mais encore accentuée par le contexte de spéculation financière et de (re)montée en puissance des agences de notation. Les ministres des finances sont les agents de la crédibilité des États face aux acteurs de marché qui exercent sur eux une forme de « discipline » permanente, à travers les notes des agences de notation et le taux d'intérêt sur les titres de la dette

publique. Leurs profils semblent les rapprocher de plus en plus des dirigeants des banques centrales (avec un pôle académique, un pôle politico-administratif et un pôle plus clairement financier), et la circulation entre les différentes fonctions semble devenir plus importante depuis 2010.

La crise de la zone euro a mis au centre des enjeux la crédibilité des Etats et donc des gouvernements nationaux, en faisant évoluer les rapports entre ceux-ci, notamment au profit du gouvernement allemand et de ses proches « alliés » (Pays-Bas, Finlande, Autriche), ou plus précisément de son pôle « financier », désormais structurellement en position de force en tant que principal « créiteur » face à des Etats endettés, et adossé à la position orthodoxe de la Bundesbank.

La montée en puissance fonctionnelle de la BCE

La crise a renforcé la position des dirigeants de la BCE et, dans une moindre mesure, car elle n'a pas autant d'incidence opérationnelle en matière financière, de la DG « Ecfm », cela par rapport aux gouvernements et aux ministres des finances. Cette montée en puissance s'est traduite par la participation de la BCE aux programmes de sauvetage des Etats endettés dans le cadre des missions dites de la « Troïka », en Irlande, Grèce, Chypre et Portugal, par son entrée dans le débat public en Italie, etc. Elle s'est également traduite au sein des innovations institutionnelles en matière de gouvernance de la zone euro, la BCE devenant le régulateur, bras armé de l'Union bancaire, présentée comme l'une des principales réponses institutionnelles à la crise.

Parallèlement, la crise a bouleversé les rapports de force internes à la BCE, au détriment de la Bundesbank et au profit de positions plus proches des gouvernements nationaux dominants, faisant du Conseil des gouverneurs un lieu central dans la formation des politiques économiques en Europe, à travers une politique monétaire accommodante visant à garantir la stabilité financière avant tout, et à travers la production d'un discours normatif et performatif en matière de politique budgétaire et de « réformes structurelles ». Les dynamiques au sein de la BCE ont eu un rôle-clé dans la dynamique d'ensemble en faisant du durcissement budgétaire et « structurel » la contrepartie de l'évolution vers des politiques de moins en moins conventionnelles.

Un acteur externe très homogène et marginalisé

L'entrée en jeu du FMI a renforcé l'ensemble des processus précédents, tout en introduisant des « perturbations » externes, liées à des divergences manifestes entre des économistes américains néokeynésiens et représentants des institutions centrales de la zone euro.

Les dirigeants et économistes du FMI présents en Europe semblent très proches, mais légèrement plus « américanisés » que ne le sont les acteurs européens, et –ce qui est lié à leurs provenances académiques- un peu plus influencés par l'école néokeynésienne, donc moins « restrictifs » en matière budgétaire.

Le moteur du processus : la mise sur l'agenda de l'enjeu de la dette publique

Le processus, loin d'être orchestré, est plutôt le résultat de mécanismes endogènes, qui reposent sur les interactions multiples entre des acteurs différenciés, pris dans un système d'interdépendances qui leur échappe largement.

Ces différents processus sociaux reposent sur la rapide et exclusive mise sur l'agenda, dès la fin 2009, de l'enjeu des finances publiques et de l'accès des Etats aux marchés financiers dans cette étape de la crise. La crise financière favorise le travail, mené quasi-simultanément par le gouvernement allemand, la BCE, la Commission, de construction du problème des finances publiques comme le problème principal de la zone euro après la crise, ce qui induit la nature des réponses imposées.

Le fait que l'ensemble des acteurs dominants partagent très largement les mêmes caractéristiques socio-professionnelles générales et les mêmes présupposés doctrinaux contribue à faciliter ce processus, qui marginalise les « déviants » que sont, potentiellement, les gouvernements (ou du moins certaines fractions de ceux-ci), le PE, voire même à certaines occasions le FMI.

Les mécanismes de transformation du champ du pouvoir à l'œuvre depuis 2010, conduisent donc à des évolutions claires : montée en puissance du gouvernement allemand dans l'espace intergouvernemental ; montée en puissance des MINEFI dans chaque espace gouvernemental ; montée en puissance de la BCE face aux ministères des finances ; déstabilisation interne de la BCE sous l'effet de l'ensemble du processus.

3. Une dynamique de croyance collective⁴

Pour rendre compte des rapports de force dans le champ de l'Eurocratie et de la façon dont émergent des politiques publiques, il convient de restituer de façon plus systématique la dimension cognitive des processus en cours au sein des différentes instances en interaction, en s'appuyant sur une analyse de leurs discours et des « représentations sociales » qu'ils mobilisent, tout en faisant le lien entre ces croyances d'une part, les positions et les trajectoires des agents au sein du champ d'autre part.

Les politiques de consolidation continuent d'être décrites comme un succès par les acteurs du noyau dur. Elles permettent de faire fortement baisser les taux d'intérêt sur les titres de la dette publique et les « spreads ». Elles sont associées par eux à une « reprise » de l'économie de l'Eurozone, en particulier depuis début 2015, reprise timide largement liée à des phénomènes externes : baisse de l'euro et baisse du prix du pétrole. La dynamique euphorique des marchés financiers (surtout depuis début 2015) leur apparaît également comme un mouvement favorable (effets de richesse) rendu possible par la « résolution » de la crise de l'euro. Ces différentes dynamiques aboutissent à une montée des excédents commerciaux européens avec le reste du monde, vue comme l'expression d'une réussite.

La crise et les mouvements de conversion qu'elle engendre ont pour effet de pousser un certain nombre d'acteurs à « radicaliser » leurs discours, selon un processus de renforcement assez classique. On observe en particulier ce processus dans le cas des banquiers centraux allemands en 2010-2011, face à l'évolution paradoxale des politiques monétaires : sans changer de cadre (mandat de la BCE), ni de discours, la BCE est conduite à intervenir sur le marché secondaire de la dette publique dans le cadre du SMP (Mai 2010), puis n'aura de cesse

⁴ Nous reprenons aussi des éléments contenus dans notre communication : « Crise des croyances, crise des discours », présentée au colloque du CRIISEA (Amiens) en décembre 2013.

de mener des interventions « non conventionnelles » à des moments-clés, sans compter qu'elle se rallie plus ou moins à une politique de taux zéro.

Des dirigeants allemands (A.Weber, J.Stark) quittent fin 2011 le conseil des gouverneurs en mettant en avant des désaccords de fond. Ils sont soutenus par un nombre important d'économistes universitaires allemands, et, dans un premier temps tout au moins, par les dirigeants politiques centraux. Ce mouvement de radicalisation est décrit comme une fidélité au cadre institutionnel de la banque centrale et à sa doctrine.

En dehors des banquiers centraux et de certains dirigeants politiques allemands, la radicalisation néolibérale affecte aussi le discours patronal, déjà très radical, mais dont la dimension antifiscale et hostile à la dépense publique s'accroît. C'est manifeste en France depuis 2012.

On observe également ce processus, mais dans un sens opposé, du côté des « économistes néo-keynésiens consacrés » (autour de J. Stiglitz), lorsqu'ils sont marginalisés, après 2010, par le retour des politiques d'austérité. Au fond, on a ici le même processus : une orientation de politique économique est remise en cause par des décisions politiques contraires et pousse vers la périphérie les acteurs qui l'ont promu avec le plus de force. Mais comme ils sont des acteurs consacrés (Nobel, etc.), ils continuent de bénéficier d'une forte visibilité, y compris dans la presse financière. (Cf. Stuckler et Basu).

Le succès de l'ouvrage de Piketty en 2014 va renforcer encore cette brèche dans l'ordre cognitif. Le renforcement du noyau dur se traduit simultanément par une accentuation des contradictions internes à la science économique internationale, qu'illustre le congrès de l'INET à Paris en avril 2015.

L'évolution du FMI est prise entre ces deux mouvements : on y observe plutôt le contraire d'une radicalisation, à savoir une atténuation des mouvements doctrinaux en matière de politique économique, que le FMI suit en tout cas en 2009-2010 (notamment concernant la Grèce). Après 2012, à nouveau l'institution semble se réorienter vers des politiques plus accommodantes à la faveur de l'inefficacité et de la perte de légitimité des politiques d'austérité. Mais ce mouvement reste limité.

L'arrivée au pouvoir de Syriza en Grèce en janvier 2015 aboutit à une intensification des contradictions cognitives à mesure qu'elles pénètrent au sein des instances de pilotage de l'eurozone. L'Eurogroupe devient l'un des lieux où ces tensions s'expriment le plus fortement, autour des prises de position et du « style » de Varoufakis.

L'ensemble des champs politiques nationaux subit depuis 2010 d'assez fortes perturbations, mais celles-ci ne se sont jusqu'ici pas traduites par un basculement radical, à l'exception du cas grec. Lors des élections européennes de 2014, les forces dominantes ont perdu du terrain au profit de forces critiques de natures extrêmement diverses, mais le résultat n'a pas modifié la prééminence doctrinale du noyau dur, au contraire. Celui-ci est même sorti conforté par l'alliance réaffirmée entre le PPE et le PSE, sans remise en cause du cadre des politiques de consolidation budgétaire, après les élections.

Les politiques d'austérité sont également menées en France, mais le mot « austérité » est récusé par le gouvernement. Pourtant, celui-ci est traversé par le conflit évoqué plus haut entre 2012 et 2014 (Sapin-Moscovici versus Montebourg), lequel se déplace au sein du Parlement et du PS.

4. L'interaction entre les politiques publiques et l'espace social global

Il convient tout d'abord de nuancer un schéma général là encore trop mécaniste qui oublie la diversité des politiques publiques menées durant une courte période, et la complexité ou, mieux, la multidimensionnalité, de leurs effets économiques et sociaux.

Des recherches en cours⁵ explorent précisément cette multidimensionnalité et la diversité des trajectoires nationales au sein de l'espace européen.

L'effet général sur l'ensemble de la zone se traduit par une dégradation de certains indicateurs sociaux : chômage, inégalités économiques et sociales, pauvreté. On voit également s'éroder le bien-être subjectif affiché et le sentiment de confiance dans diverses institutions, nationales et européennes.

Mais ces effets ont un caractère localisé, à la fois géographiquement et socialement. Ils affectent plus fortement certains pays, certaines régions, et certains groupes sociaux.

Nous avons analysé les indicateurs sociaux de l'UE, les données de la base européenne EU-SILC sur les conditions de vie. Dans une analyse portant sur les seuls actifs occupés en 2010, 2011 et 2012, on observe qu'en Grèce, entre 2011 et 2012, les employés de réception, guichetiers et assimilés ont vu leur cote de qualité de vie (coordonnée sur l'axe 1 d'une ACM, défini à partir d'indicateurs d'exclusion sociale et de conditions de vie) baisser de -0,232 à -0,997, les ouvriers agricoles de -0,684 à -0,928, les ouvriers peu qualifiés et manœuvres de -0,712 à -0,905, les agents d'entretien de -0,877 à -0,988, et enfin les ouvriers qualifiés de la construction, sauf électriciens de -0,844 à -0,992. Les variations dans les autres pays sont beaucoup moins prononcées, indiquant plutôt une certaine stabilité des conditions de vie, cela dans un contexte de précarisation et de haut niveau de chômage.

On observe des mouvements sociaux importants dans les pays officiellement sous programmes d'ajustement. Là encore, ils sont localisés dans l'espace et socialement, très loin d'un mouvement d'unification comme celui que l'on observe dans les périodes de « grève générale ». La pression en cours vers les réformes structurelles du marché du travail pourrait cependant accélérer le retour de formes plus classiques de luttes de classes aux échelles nationales voire européenne.

Ces mouvements sociaux localisés s'accompagnent parfois de dynamiques politiques « à gauche », comme en Grèce, en Espagne, en Irlande, dans une moindre mesure à Chypre et au

⁵ Nous menons actuellement des recherches quantitatives sur les conséquences sociales de la crise et des politiques d'austérité au sein de l'Union européenne, dans le cadre des projets ComptaMult et CompQual (PEPS CNRS, UPSay).

Portugal. La montée des forces « eurosceptiques » est cependant le phénomène le plus large et le plus massif et déstabilise l'ensemble du champ politique, en contribuant à un phénomène de désalignement partisan et idéologique général.

Echec des politiques d'austérité ? Tout dépend bien sûr des critères adoptés pour évaluer la réussite d'une politique publique. Car tel est finalement l'enjeu. Le noyau dur dominant le champ de l'Eurocratie, sous la dépendance des acteurs dominants des marchés financiers (notamment les agences de notation), voit dans le maintien voire la baisse des coûts salariaux et le retour à l'équilibre budgétaire une réussite, quand bien même la dette publique n'a pas connu de baisse marquée, et reste même historiquement élevée. Cette stratégie se traduirait aujourd'hui par une « reprise saine », tirée par la « compétitivité » retrouvée des pays les plus fragiles de la zone euro. Ce récit de réussite est régulièrement mobilisé, mais son efficacité performative reste limitée. Les « reprises » sont poussives et semblent vite s'essouffler depuis 2010.

On peut penser, au contraire, que la poursuite de la voie de l'austérité conduit à une accentuation des tendances décrites dans cette communication : renforcement et durcissement dogmatique d'un noyau dur de plus en plus fragilisé « en interne », notamment en Allemagne, montée des contradictions entre experts économiques, développement de mouvements sociaux localisés et éclatés, et aussi, phénomène déjà perceptible, mais qui va sans doute devenir plus visible, nouvelle perte d'influence de l'Europe sur les terrains géopolitique et géoéconomique, malgré ses excédents commerciaux. Ce déclin relatif annonce des « chocs externes » de plus en plus violents dans les rapports entre l'Europe et le reste du monde, dont les relations actuelles avec la Russie ou avec le monde arabo-musulman, ne sont peut-être qu'une préfiguration. La réalisation de ces hypothèses ferait des politiques d'austérité un échec encore plus important que celui qui était annoncé en 2010.